Le Parisien
Jeudi 5 novembre 2026 • N° 25568

CRISE SOCIALE | Avant la grande manifestation intersyndicale de ce jeudi, **Frédéric Souillot,** secrétaire général de Force ouvrière, appelle à conditionner les aides publiques aux entreprises à l'augmentation des salaires.



« Il faut lancer une négociation flash sur les salaires. Si l'État donne le *la*, les entreprises sont capables de négocier rapidement », avertit Frédéric Souillot.

L'OLIVIER LEJEUNE

« Je veux un smic à 2 000 € brut »

Propos recueillis par
Aurélie Lebelle

IL SUIT, depuis des semaines, les mobilisations lycéennes et les manifestations contre la vie chère. Mais ce jeudi, à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-UNSA-FSU, le numéro un de Force ouvrière, Frédéric Souillot, sera aux côtés des salariés et des fonctionnaires pour réclamer à son tour plus de pouvoir d'achat.

Quel est le mot d'ordre de cette manifestation ?
FRÉDÉRIC SOUILLOT. Augmenter les salaires. C'est la première revendication. Nous sommes tous bousculés par la vie chère, l'inflation, les prix des carburants… Cela fait des mois qu'on l'explique à l'exécutif. Nous, chez FO, on estime qu'il faut aussi plafonner les prix des produits de première nécessité. Et puis cette manifestation doit aussi permettre de parler des services publics et d'emploi.

Le smic devrait être revalorisé mécaniquement de 0,9 à 1 %. Le gouvernement envisage un coup de pouce supplémentaire de 0,5 ou 0,6 %. Est-ce suffisant ?
On va continuer à discuter… Le dernier coup de pouce, c'était sous François Hollande, en 2012. Donc à mon avis, en dessous de 1,5 % – ce qui ferait environ 15 € de plus par mois – ce n'est pas assez. Il faut vraiment qu'on table sur 25 € au moins. Le gouvernement peut aller jusqu'à 1 500 € net.

La CGT veut 150 € de plus, la CFDT 100 €…
Oui. Et moi, je veux un smic à 2 000 € brut, c'est-à-dire 123 € de hausse. On est tous les trois à peu près sur la même ligne. Il faut que l'augmentation du smic et le coup de pouce soient visibles. Et en dessous de 2 %, c'est un peu juste.

Que vous dit Jean-Pierre Farandou, le ministre du Travail ?
On le sent ouvert. Avec tous les gens qu'il rencontre, il nous dit qu'il voit bien la colère sociale et qu'il faut que le coup de pouce soit là, maintenant.

Pensez-vous que les annonces tomberont juste après la mobilisation de ce jeudi ?
Je ne crois pas que ce soit encore tout à fait scénarisé, mais je pense que c'est l'idée. S'ils ne veulent pas que la colère de la rue se transporte dans les entreprises, c'est ce qu'il faut faire. On va bientôt arriver vers les fêtes de fin d'année et la confiance des ménages est revenue au niveau de 2013 *(selon l'indicateur de l'Insee)*. Cela va impacter la consommation. On flirte avec la récession ! Donc il faut accélérer sur le smic et lancer, dans la foulée, une négociation flash sur les salaires.

C'est-à-dire ?
La négociation flash, c'est combien vous êtes capable de mettre sur la table. Quand je discute avec le patron de l'UIMM *(Union des industries et métiers de la métallurgie)*, il me dit qu'il a proposé… 0,2 %. Ce n'est pas possible dans le contexte actuel ! Si l'État donne le « la », les entreprises sont capables de négocier rapidement.

Mais est-ce que l'État pèse encore auprès des patrons ?
Il peut avoir une arme de dissuasion nucléaire : l'article 20 de la loi de financement de la Sécu pour 2026, qui conditionne les aides publiques versées aux entreprises. Mais on attend toujours le décret ! Car si le ministre du Travail l'a signé, on attend encore le tampon de Matignon. Avec ce texte, le gouvernement pourrait dire au patronat : vous augmentez les salaires sinon il n'y aura pas d'aides publiques.

Dans le budget 2027, le gouvernement a proposé de geler une partie des pensions. Est-ce un bon choix ?
Non. Dire aux retraités que l'on désindexe leur pension alors que la vie est chère pour eux aussi, ce n'est pas le bon choix. Même quand, pour certains d'entre eux, ils n'ont plus de loyer, ils subissent les hausses des prix de l'énergie. Or, quand les retraités ont un petit peu de matelas, ils aident qui ? Leur famille. Tout ça, c'est diviser pour mieux régner. Ça n'a jamais été la solution et ce n'est pas ça qui crée la cohésion dans la République.

> **Dire aux retraités que l'on désindexe leur pension alors que la vie est chère pour eux aussi, ce n'est pas le bon choix**

Pensez-vous justement qu'après les lycéens, les Gilets jaunes et les salariés, une convergence des luttes soit possible ?
Moi, je ne suis pas sur la convergence des luttes mais sur la convergence des revendications. Parce que dans les mouvements du samedi, auxquels nous n'appelons pas à participer, même si la première revendication c'est la vie chère, il faut lire entre les petites lignes. On entend « la fin des charges » ou « la simplification des normes ». Or, ce que les Gilets jaunes appellent les charges, ce sont les cotisations qui nous permettent d'arriver à l'hôpital et de ne rien payer. Quant à la simplification des normes, cela revient pour certains à réduire le Code du travail à un livre de 3,5 cm d'épaisseur. Ce n'est pas possible…

Il n'y a pas d'entente possible entre les syndicats et les Gilets jaunes ?
Je ne suis pas sûr que l'on arrive à faire un cahier revendicatif et un appel à la grève ensemble ! Et si aujourd'hui, les Gilets jaunes souhaitent des organisations syndicales dans leurs manifestations, je rappelle qu'il y a quelque temps encore, on n'était pas les bienvenus, parce qu'on était soi-disant inféodés au pouvoir.

Quid des lycéens ?
Nous hébergeons dans nos locaux l'Union syndicale lycéenne. S'ils ont besoin, nous sommes là pour les soutenir. Nous avons par exemple mis à leur disposition des militants, le samedi, pour faire le service d'ordre et éviter les provocations d'un côté ou de l'autre dans les manifestations.

Vous attendiez-vous à de telles violences le 17 octobre ?
Je condamne évidemment la violence, inadmissible. Mais je déplore aussi le manque d'anticipation. Avant la réforme de 2008, qui a réduit les effectifs, les renseignements généraux et territoriaux venaient prendre la température sur le terrain, auprès des organisations syndicales ou des associations. Là, il n'y a plus personne. Du coup, le gouvernement n'a rien vu arriver. En face, la déstabilisation était très organisée…

Pensez-vous obtenir des choses à l'issue de la mobilisation de ce jeudi ?
Nous avons prévu de nous rassembler en intersyndicale le soir. Si jamais l'État n'entend pas, alors que cela fait des mois qu'on dit les choses, nous enclencherons d'autres manifestations. Chez FO, je réunirai mes instances pour avoir mandat pour préparer la grève reconductible. Le gouvernement sait déjà que cette journée va être suivie massivement. Ils adapteront leur réponse en fonction.